

Session Plénière du 26 Juin 2025

RAPPORT N° 25.03.06 Lancement de l'élaboration d'une nouvelle Stratégie Régionale pour la Biodiversité

Intervention de Régine FLAUNET

Monsieur le Président, Chers Collègues

Tout au long de ce rapport, le ton est culpabilisant. Les citoyens consomment trop, vivent mal, ne comprennent pas les enjeux... et il faudrait les "éduquer".

Oui, peut-être, mais en les associant à de vrais projets environnementaux, pas en les assommant en permanence de "morale verte", pas par des leçons de comportement.

Ce rapport qui nous est soumis affiche de grandes ambitions pour la biodiversité. Mais derrière les belles formules et les constats alarmistes se cache une gestion hors sol où les décisions sont confiées à un enchevêtrement de structures: DREAL, OFB, ARB, Comité régional biodiversité, CESER, Conseil régional de la jeunesse, et j'en oublie sûrement.

On nous parle de « co-construction » et de « large concertation », mais en réalité, les élus locaux, ceux qui sont au contact du réel, sont mis de côté. Les maires, les élus de proximité, sont écartés des vraies décisions dans cette machine administrative lourde et inefficace dominée par des experts et des associations souvent subventionnées par l'argent du contribuable.

Ce que vous proposez, c'est une écologie de bureau, loin du terrain, avec toujours les mêmes cercles qui tournent en rond. Depuis 20 ans, ce sont les mêmes plans, les mêmes conférences... mais sans résultats concrets ni retour aux priorités des citoyens.

Le Rassemblement National défend une écologie de terrain, portée par les communes et les départements, avec une gestion resserrée autour des élus locaux et des acteurs économiques.

Nous vous demandons de mettre de l'ordre et du bon sens dans votre stratégie, avec:

- Un véritable pouvoir de décision aux maires dans les projets de biodiversité communale.
- La suppression des comités et conseils de concertation redondants et coûteux.
- Un recentrage sur les projets concrets, mesurables, visibles, utiles, et non sur la production de rapports ou d'indicateurs technocratiques.

Un autre point d'alerte concerne votre traitement de la question agricole. Vous stigmatisez sans nuance l'agriculture conventionnelle, lui reprochant la dégradation des sols, la disparition des espèces, l'artificialisation. Vous faites la promotion d'un modèle unique: une agroécologie dogmatique, sans dialogue, et sans prendre en compte les réalités économiques.

Au Rassemblement National, nous refusons cette écologie punitive. Les agriculteurs de notre région ne sont pas les destructeurs de la nature. Ce sont les héritiers d'un savoir-faire, les gardiens du paysage rural, et trop souvent les premières victimes des contraintes absurdes que vous leur imposez.

Il est irresponsable de leur imposer toujours plus de contraintes, sans assurer la juste rémunération de leur travail, et celle de notre souveraineté alimentaire.

Nous proposons:

- La reconnaissance du rôle positif des agriculteurs dans la gestion des haies, des prairies, des zones humides.
- Le soutien à une agriculture productive et durable, respectueuse de la biodiversité mais aussi viable économiquement.
- Une politique régionale d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs, avec priorité aux productions locales et de qualité.
- Le refus de la décroissance agricole: nous voulons consommer des produits sains et de proximité, et ne pas dépendre des importations venant du bout du monde et de pays qui ne respectent pas les normes drastiques imposées à nos propres agriculteurs et éleveurs.

Enfin, votre rapport ne défend pas une écologie de l'équilibre, mais une idéologie de l'effacement: effacement des projets, effacement des territoires, effacement de l'homme au nom d'une nature idéalisée. Le rapport cumule les expressions savantes: retroactions, effondrement, limites planétaires... Mais à force de parler en jargon, on en oublie les vraies priorités: les gens, leur quotidien, leur travail, leur liberté.

Cette écologie que vous défendez est une façon déguisée de bloquer l'aménagement de nos territoires, une attaque sourde contre nos modes de vie, une infantilisation de nos concitoyens.

Quand vous parlez de « cesser les investissements néfastes à la nature », vous préparez la fin des routes, la fin des zones d'activité, la fin de la construction neuve. Quand vous proposez de réduire les subventions agricoles ou industrielles, vous organisez la pénurie et la dépendance.

Ce rapport, sous prétexte de protéger la biodiversité, prépare en réalité une mise sous tutelle de l'aménagement du territoire.

C'est une série de contraintes nouvelles qui va peser sur les communes, les habitants, les porteurs de projets.

Le Rassemblement National propose une autre voie :

- Une écologie d'équilibre, qui réconcilie production, développement et respect de l'environnement.
- Des projets structurants pour nos territoires: reforestation utile, zones humides restaurées, continuités écologiques réfléchies localement.
- Et surtout: pas de décroissance subie. La biodiversité ne doit pas devenir le prétexte à une désindustrialisation, une décroissance imposée ou une culpabilisation de nos modes de vie.

Les maires doivent rester maîtres de leurs choix d'aménagement. Certes, il faut encourager les bonnes pratiques, mais pas les imposer à coups de règlements.

Ce que nous défendons, c'est la responsabilité, pas l'infantilisation.

C'est une écologie qui fait confiance aux Français pour agir, pas une écologie de surveillance ou de sanction.

Une écologie qui fait confiance au terrain: aux initiatives locales, au bon sens paysan, aux petits gestes utiles, concrets – pas aux grandes théories.

Nous sommes aussi préoccupés par un autre oubli majeur dans ce rapport : la question des moyens humains et financiers.

Vous affichez de grandes ambitions, des dizaines d'objectifs, des plans d'action multiples, des suivis, des concertations... mais avec quels moyens ? Et surtout : pour quels résultats concrets sur le terrain ?

Les communes rurales croulent déjà sous les contraintes administratives et budgétaires. Les petites structures, manquent de bras. Les agriculteurs sont à bout de souffle.

Ce que vous proposez, c'est une montagne de bonnes intentions, sans budget pour les porter.

Une stratégie crédible commence par là : des moyens simples, lisibles, durables, accessibles aux communes, aux paysans, aux citoyens.

Et non des appels à projets illisibles, ou des financements réservés à ceux qui savent manier les dossiers européens.

Il est temps d'arrêter de penser l'écologie depuis les sommets administratifs. et recommencer à la construire avec ceux qui vivent au cœur du territoire.

Alors pour conclure chers collègues, je vous dirais oui. Oui, nous devons protéger la biodiversité. Mais pas contre les hommes: avec eux, pour eux, sur leur territoire, et dans le respect de leur souveraineté.

Ce que vous proposez, c'est une écologie qui punit, qui restreint, qui freine.

Ce que nous proposons au Rassemblement National est une écologie de l'équilibre qui protège la nature, mais aussi les hommes, les emplois, et les paysages.

Ce n'est pas en mettant les territoires sous cloche que l'on construira un avenir durable. C'est en travaillant avec ceux qui y vivent: les élus, les agriculteurs, les entreprises, et les citoyens.

Je vous remercie.

La biodiversité ne doit pas devenir le prétexte à une désindustrialisation, une décroissance imposée ou une culpabilisation de nos modes de vie.

Ce n'est pas en mettant les territoires sous cloche que l'on construira un avenir durable. C'est en travaillant avec ceux qui y vivent.